



Accompagner les acheteurs en Belgique dans
l'intégration de la responsabilité sociale dans les
marchés publics : partie 1.

Octobre 2023

Groupe de travail Marchés publics durables de la CIDD

Dans le courant de l'été 2023, le groupe de travail sur les marchés publics durables de la Commission Interdépartementale pour le Développement Durable (CIDD) a mené une étude sur la manière dont les services apportent leur soutien aux acheteurs en vue de l'intégration de la responsabilité sociale dans les marchés publics. Par « fonction de soutien », on entend ici le fait d'informer et d'assister personnellement les acheteurs sur des thèmes environnementaux, sociaux ou innovants par le biais d'initiatives telles que des sessions d'information, des formations interactives, des ateliers, des congrès, des visites, etc. Les aides plus directes (personnalisées) et sur mesure (également connues sous le nom de services d'assistance) font également l'objet d'un examen minutieux.

Dans cette enquête les questions ne portaient pas sur le soutien plus passif sous la forme de brochures, de documents sur les critères, d'études, de documents réglementaires (AR, lois, décrets, etc.), etc.

Afin d'identifier les informations pertinentes, des questionnaires ont été envoyés à différents services régionaux et fédéraux belges. Des réponses ont été reçues de :

- l'autorité fédérale :
 - o le Ministère de la Défense
 - o le SPF Stratégie et Appui (BOSA)
 - o l'Institut Fédéral pour le Développement Durable (IFDD)
- la Région Wallonne :
 - o le Service Public de Wallonie (SPW)
- la Région de Bruxelles-Capitale :
 - o ACTIRIS
 - o Bruxelles Environnement
- la Flandre :
 - o le Departement Omgeving (DOMG) (Département de l'environnement)
 - o le Programma Innovatieve Overheidsopdrachten (PIO (programme Marchés publics innovants))
 - o la Facilitair Bedrijf (HFB)

Il convient de noter que cet aperçu des services de soutien n'est pas exhaustif. Des services complémentaires actifs dans le cadre de cette problématique politique ont été ou sont également fournis par le VVSG (pour l'ancien soutien aux autorités locales flamandes), le Nido (labo d'innovation du service public dans le cadre du SPF BOSA) et Vlaanderen Circulair. En outre, ces dernières années, plusieurs services dans les Régions ont également pris des initiatives dans le domaine de la promotion de l'économie circulaire (par le biais des marchés publics).

Dans la partie 1, vous trouverez une synthèse des réponses des représentants des différents services. Ils dressent un état des lieux global du soutien aux marchés publics socialement responsables en Belgique. La partie 2 reprend les réponses détaillées des différents participants.

Table des matières :

PARTIE I : Synthèse : accompagnement des acheteurs en Belgique au niveau de l'intégration de la responsabilité sociale dans les marchés publics	4
1.1. Sphère d'influence du soutien.....	4
1.2. Organisation de formations, de congrès, d'ateliers, de visites... ..	4
1.3 Soutiens individuels sur mesure.....	7
1.4. Avantages du soutien à la durabilisation des marchés publics	8
1.5. Moyens alloués au soutien de l'intégration de la responsabilité sociale dans les cahiers des charges	11
Conclusion :	13

PARTIE I : Synthèse : accompagnement des acheteurs en Belgique au niveau de l'intégration de la responsabilité sociale dans les marchés publics

1.1. Sphère d'influence du soutien

L'enquête menée auprès de différents services en été 2023 montre que le soutien aux acheteurs est abordé différemment selon les services.

Le Bureau *advising* de la structure environnementale du ministère de la Défense, le Vlaams Centraal Aankooppunt (Centrale d'achat flamande) et *le service écodurabilité* (ACTIRIS) s'adressent principalement aux clients de leur propre service ou leurs propres services.

D'autres services apportent leur soutien à un plus large public d'acheteurs et à d'autres parties prenantes en dehors de leur(s) propre(s) service(s). Il peut s'agir de la Cellule de coordination des clauses sociales (ACTIRIS), du helpdesk wallon *Achats publics responsables, du Réseau des facilitateurs clauses sociales, du Réseau des facilitateurs en construction/rénovation durable et circulaire* et *du Réseau des acheteurs publics responsables*. Ces services de soutien s'attachent surtout à répondre à certains besoins publics. Le PIO peut également être placé sous ces services pour développer et/ou valider des solutions innovantes répondant à des besoins publics concrets par le biais de marchés publics, mais ceci quel que soit le thème ou le domaine. Ces services de soutien ciblent un large éventail d'organisations liées par la réglementation des marchés publics au sein de leur propre région et/ou groupe linguistique.

Le DOMG indique qu'il donne la priorité aux acheteurs au sein de son/ses propre(s) service(s), mais qu'il vise également un groupe plus large d'acheteurs flamands.

Dans le cadre de l'offre globale de tous les services interrogés, un soutien est apporté tant au niveau des aspects tant environnementaux que sociaux et innovants des marchés publics.

1.2. Organisation de formations, de congrès, d'ateliers, de visites...

Tout d'abord, il faut noter que certains services mettent davantage l'accent sur la formation générale sur les achats socialement responsables d'un point de vue stratégique, juridique ou thématique (SPF BOSA, ACTIRIS). D'autres services (PIO, HFB) indiquent qu'ils offrent leur soutien de manière plus indirecte à la demande d'autres organisations (souvent en participant en tant qu'orateurs à des événements externes).

Les services qui proposent des formations générales et des formations spécifiques à une catégorie sont le ministère de la Défense, l'IFDD, le DOMG, le SPW et Bruxelles Environnement. De manière plus indirecte, la HFB peut également être mentionnée ici.

Le tableau ci-dessous énumère (1) les événements généraux, juridiques et stratégiques, (2) les événements thématiques et (3) les événements spécifiques à une catégorie (conférences, ateliers, formations, etc.). Les données ont été collectées jusqu'en septembre 2023.

	Service	Année	Nombre de formations, d'ateliers...	Nombre total de participants
Événements généraux, juridiques, stratégiques sur les achats socialement responsables				
Formation générale sur les marchés publics écoresponsables et/ou socialement responsables	SPF BOSA et IFDD	2022 2023	4 5, ...	25 125,...
	IFDD (sur invitation de tiers)	2021	3	sans objet
	Ministère de la Défense	2021 2022	4 2	>20 45
	ACTIRIS	2021 2022 2023	18 5 3...	124 40 30
	HFB (sur invitation de tiers)		(une dizaine)	sans objet
	Bruxelles Environnement	2021 2022 2023	3 5 2	161 156 77
	SPW	2021 2022	1 1	65 124
Événements généraux thématiques sur les achats socialement responsables				
Vérification des critères / clauses dans les cahiers des charges	Bruxelles Environnement	2022	1	10
	SPW	2021	1	68
Centrales de marchés durables	Bruxelles Environnement	2023	1	46
Marchés publics innovants	Sessions d'information du PIO	2021 2022	1 + session d'inspiration AI 2	sans objet
	Contribution des PIO (sur le fonctionnement des PIO et l'expérience en matière de marchés publics innovants) lors d'événements, de réseaux, etc. organisés par des tiers.	2021- 2023	plus de 10	sans objet

Environnement : alternatives à l'usage unique, réutilisation, zéro déchet...	Bruxelles Environnement	2021	1	31
		2022	1	84
		2023	1	73
Environnement : plastiques à usage unique...	Bruxelles Environnement	2022	2	71
Environnement : instruments	Bruxelles Environnement	2023	1	24
Traitement de catégories spécifiques en matière d'achat socialement responsable				
Matériel TIC	Ministère de la Défense	2023	1	5
	IFDD	2021	9	313
		2022	5	100
		2023	1...	20
	Bruxelles Environnement	2021	1	40
Matériel médical	Ministère de la Défense	2023	1	12
Fournitures de bureau, mobilier de bureau...	Bruxelles Environnement	2021	1	18
		2023	1	37
	SPW	2022	1	37
Produits d'entretien	Bruxelles Environnement	2021	1	49
Alimentation et catering	Bruxelles Environnement	2021	1	44
		2023	1	32
	SPW	2021	1	70
Vêtements de travail	Bruxelles Environnement	2022	1	14
Espaces verts	SPW	2023	1	20
Appareils électroménagers	SPW	2023	1	20

Une enquête similaire sur les événements liés aux marchés publics socialement responsables a été réalisée par la CIDD en 2018 dans le rapport [Évaluation de la circulaire fédérale du 16 mai 2014](#), et cela pour les années 2011 à 2017. Il est donc possible de comparer l'évolution du nombre d'événements avec ce nombre sur la période 2021-2023, objet de cette enquête. Ce faisant, il convient de souligner ce qui suit :

La comparaison entre les deux périodes montre que les formations générales, juridiques et stratégiques en matière de marchés publics sociaux (environnement/social) restent importantes au niveau de l'agenda. Sur la période 2011 - 2017, 38 événements ont été organisés (5,4 événements par an), dont 6 ciblaient spécifiquement les achats socialement responsables. Sur la période 2021 - 2023, 76 événements ont été signalés (dont 13 sont le fruit d'une collaboration avec des tiers). Une augmentation notable a été observée à cet égard : une moyenne de 5,4 événements par an (période 2011-2017) à pas moins de 25,4 sessions par an (période 2021-2023). Ainsi, pour la période 2021-2023, plus de 992 participants ont pris part à ces événements généraux, juridiques et stratégiques.

En ce qui concerne les thèmes plus spécifiques liés aux achats socialement responsables, neuf événements ont été organisés autour de la vérification des critères/clauses, des centres d'achats durables et de thèmes environnementaux spécifiques. Ces événements ont été complétés par quelque

13 événements consacrés aux marchés publics innovants.¹ Sur la période 2011-2017, il s'agissait de 7 événements couvrant l'échange de bonnes pratiques, la communication en matière d'achats durables, le coût du cycle de vie et la vérification des clauses environnementales/sociales/éthiques. Si on exclut les sessions consacrées aux marchés innovants, on constate également une augmentation notable, de 1,3 session par an (période 2011 - 2017) à 3 sessions par an (période 2021 - 2023). Il s'agit probablement d'une importante sous-estimation, étant donné que de nombreux efforts ont été déployés ces dernières années par les trois Régions dans le cadre de l'approvisionnement circulaire. Les données ne sont pas incluses dans le tableau ci-dessus.

On observe également une augmentation notable de l'organisation d'événements dans certaines catégories : de 33 événements (4,7 sessions par an) pour la période 2011 - 2017 à 28 sessions (9,3 sessions par an) pour la période 2021 - 2023. Sur l'ensemble de la période (2011 - 2023), l'accent est mis sur le matériel TIC, les fournitures de bureau/équipements de bureau/mobilier de bureau, les produits de nettoyage/hygiène/entretien, les denrées alimentaires et les espaces verts. Sur la période 2021-2023, l'accent a été mis sur le matériel médical, les vêtements de travail et les appareils électroménagers. Sur la période 2021-2023, pas moins de 831 participants ont été contactés pour participer à des événements d'achat socialement responsable par catégorie.

1.3 Soutiens individuels sur mesure

Outre les formations, les congrès, les ateliers, etc., les différents services ont également été interrogés sur la mesure dans laquelle ils apportent un soutien personnalisé aux acheteurs, principalement en ce qui concerne l'intégration de critères ou de clauses de responsabilité sociale dans les cahiers des charges. Les chiffres ont été repris dans le tableau ci-dessous. Étant donné que tous les services ne tiennent pas de comptes systématiques, il s'agit d'une sous-estimation.

Service	Année	Nombre de dossiers traités	Thème
Ministère de la Défense	2021	73	environnement/innovation
	2022	48	environnement/innovation
	2023	45...	environnement/innovation
Bruxelles Environnement	2021	73	environnement
	2022	82	environnement
	2023	59...	environnement
ACTIRIS (service écodurabilité)	2021	10-12	
	2022	10-12	
	2023	10-12	
ACTIRIS (service de coordination des clauses sociales)	2021	47	clauses sociales
	2022	75	clauses sociales
	2023	41	clauses sociales
DOMG	2020 !	79	environnement

¹ Les événements/réseaux/... organisés par des tiers peuvent porter sur toutes sortes de sujets et ne sont donc pas toujours spécifiquement axés sur les marchés publics innovants. Les contributions de PIO à certains de ces événements portent évidemment sur les marchés publics innovants. Par exemple, lors d'un événement sur les soins de santé, PIO parlera de son expérience en matière de marchés publics innovants dans le domaine des soins de santé.

	2021	89	environnement
	2022	76	environnement
	2023	63,...	environnement
SAW-B (économie sociale à Bruxelles et en Wallonie)	2019 !	349	clause sociale
	2020 !	405	clause sociale
	2021	491	clause sociale

Les informations relatives aux soutiens personnels par l'IFDD, la HFB et le PIO n'ont pas été reprises dans le tableau ci-dessus.

Le tableau ci-dessus indique que 784 dossiers ont été traités en 2021. Il s'agit d'une sous-estimation compte tenu de l'absence de collecte systématique de données. La grande majorité de ces dossiers ont été traités en Wallonie-Bruxelles concernant les clauses sociales, notamment pour les marchés publics de travaux.

1.4. Avantages du soutien à la durabilisation des marchés publics

Au niveau de l'intégration des clauses environnementales et sociales, tous les services ne suivent pas une méthodologie uniforme.

Par exemple, ACTIRIS semble apporter un soutien qui ne correspond pas toujours à l'inclusion d'une clause sociale dans le cahier des charges.

Service	Année	Nombre de demandes concernant l'intégration/la relecture d'une clause sociale	Dossiers contenant une clause sociale (Régions et communes)
ACTIRIS	2021	47	24
	2022	75	61
	2023	41...	24...

Le DOMG indique également que le nombre de dossiers traités est supérieur à la part des cahiers des charges effectivement durabilisés. Les autres dossiers n'ont pas été durabilisés, concernent des cahiers des charges en cours de préparation, sont sans objet ou sont inconnus.

Service	Année	Nombre de dossiers traités	Cahier des charges durabilisé
DOMG	2021	89	31
	2022	76	32

Le ministère de la Défense relie le nombre de dossiers traités pour lesquels des critères environnementaux/innovants ont été inclus au budget de ces marchés publics. Étant donné que tous les gestionnaires de matériel ne remplissent pas les données, il s'agit d'une sous-estimation.

Service	Année	Nombre de dossiers traités	Valeur totale des marchés
Ministère de la Défense	2021	73	10 471 261,17 €
	2022	48	8 287 102,42 €
	2023 (jusqu'à septembre)	45...	5 432 742,88 € ...

L'IFDD, en collaboration avec le SPF BOSA, a cherché à identifier les premières indications de l'intégration des aspects environnementaux, sociaux et éthiques dans les marchés publics publiés à travers des indicateurs dans l'application e-Notification (bulletin des adjudications pour les acheteurs publics belges). Là encore, ces chiffres sont largement sous-estimés étant donné que les acheteurs ne sont pas tenus de remplir ces données.

Période		Du 1 ^{er} janvier 2021 au 13 juillet 2023
Nombre total de contrats examinés (Belgique)		5615
Nombre total d'acheteurs ayant communiqué des informations sur les aspects environnementaux, sociaux ou éthiques :		391
Nombre de marchés qui ont tenu compte de considérations environnementales (a) la conservation de la nature et de la biodiversité, (b) la réduction de la consommation d'énergie, des gaz à effet de serre (notamment le CO2) et/ou de la pollution de l'air, (c) la réduction de la consommation et de la pollution de l'eau, (d) la réduction des substances toxiques et (e) la réduction des déchets, le recyclage, la réutilisation des matériaux...		69
Nombre de marchés sur ces 391 marchés qui ont tenu compte de considérations sociales : a) l'accessibilité pour toutes les personnes, y compris les personnes handicapées, b) la non-discrimination, l'égalité des sexes, la diversité culturelle, etc., c) l'inclusion/la formation des personnes issues de groupes défavorisés		53
Nombre de marchés sur ces 391 marchés qui ont tenu compte de considérations éthiques : a) le respect des conventions de l'OIT (en Belgique, au niveau international...), b) le commerce durable/équitable, c) la prise en compte de salaires et de conditions de travail acceptables		67

Pour les critères environnementaux inclus dans les cahiers des charges, ces chiffres peuvent être comparés aux données d'eDelta, le système flamand de collecte de données :

Période		2018-2022
Nombre total de marchés examinés (Belgique)		6812
Valeur totale estimée		10,43 milliards d'euros
Marchés publics durables sur le plan environnemental		1149 (16,71 % du total)

Selon le monitoring flamand e-Delta, le pourcentage de marchés publics respectueux de l'environnement est notablement plus élevé que celui rapporté par le système belge e-Notification. Il se peut que la nature obligatoire des rapports dans eDelta qui n'existe pas (encore) dans e-Notification explique en partie ce résultat.

En 2023, l'autorité fédérale examine comment collecter des données plus qualitatives au niveau fédéral pour des groupes de produits spécifiques pour lesquels les acheteurs seraient soumis à une obligation de rapportage.

Des chiffres précis sur les effets de l'intégration de clauses sociales dans les marchés publics de travaux sont disponibles dans [SPW, Clauses sociales dans les marchés publics de travaux, 2021](#). Le tableau ci-dessous donne une synthèse de cette étude :

Indicateurs « clauses sociales » cumulés depuis mai 2014	déc. 2016	déc. 2017	déc. 2018	déc. 2019	déc. 2020	déc. 2021
Nombre de marchés attribués intégrant une clause sociale	122	226	287	349	405	491
Montant des marchés attribués intégrant une clause sociale	/	312 m €	399 m €	551 m €	602 m €	740 m €
Nombre de marchés attribués intégrant une clause sociale	95	214	410	583	696	856
Nombre de stagiaires/apprenants accueillis sur les chantiers publics	20	39	75	83	131	147

Le groupe cible concerne les travailleurs des espaces verts (18 %), les travailleurs de la construction (16 %), les ouvriers de la production (14 %), les tailleurs de pierre (11 %), les façadiers (10 %), les grutiers (6 %), les travailleurs de l'entretien (6 %), les travailleurs de l'entretien technique (5 %) et les ouvriers de la production (5 %), le reste (9 %).

1.5. Moyens alloués au soutien de l'intégration de la responsabilité sociale dans les cahiers des charges

Les différents services interrogés ont prévu des moyens sous la forme de personnel interne ou de consultants externes. Le tableau donne un aperçu de ces moyens. Compte tenu des différentes tâches et de leur élaboration au sein des services, les données ne sont pas facilement comparables. De nombreux services indiquent également que les tâches liées au soutien des achats socialement responsables sont incluses dans un ensemble de services plus large. Pour plus de détails, voir la partie 2 de ce rapport :

Service	Moyens	Remarques
DOMG	2021 : 0,85 ETP 2022 : 1,5 ETP 2023 : 60 k €	Il s'agit principalement de moyens alloués à la diffusion de l'information, individuellement ou en groupe, au soutien personnalisé des acheteurs, au partage des connaissances et au réseautage. En ce qui concerne le soutien des activités dans le cadre du Circulaire and Fair ICT Pact (CFIT)
PIO	6 ETP	Concerne les activités en matière de marchés publics innovants
HFB	1 ETP 0,1 ETP	Durabilisation des propres contrats-cadres, création et maintenance d'outils, suivi des projets, etc. Spécifiquement pour les formations, les ateliers, les visites, etc.
SPF BOSA	2021: / 2022 : 0,3 ETP 2022 : 0,3 ETP 2023 : 119 k €	Ce budget concerne les recherches préliminaires relatives à l'estimation des groupes de produits prioritaires et à la définition des critères et des clauses. Sur la base de cette étude, l'objectif est d'organiser à terme des sessions de formation pour les acheteurs de certaines catégories.
Ministère de la Défense	2021: 0,7 ETP 2022 : 1,2 ETP 2023 : 1,2 ETP	Le service emploie 2 ETP (2021) et 3 ETP (2022 et 2023). Cependant, les achats durables ne sont pas la seule mission de ce service.

IFDD	<p>2021 : 0,5 ETP 2022 : 0,5 ETP 2023 : 0,5 ETP</p> <p>2021 : 36.282,81 € 2022 : 24.866,54 € 2023 : 33.759,00 €</p>	<p>Au sein de l'IFDD, 1 personne travaille sur la politique et la réglementation, le développement d'instruments, l'éducation et la sensibilisation aux achats socialement responsables. Ces dernières années, 0,5 ETP a été alloué à l'organisation de sessions de formation générale et de sessions de groupes de travail (internationaux) spécifiques sur les TIC.</p> <p>Budget 2021 - 2023 prévu dans le cadre de la formation et de l'apprentissage par les pairs du Circular and fair ICT Pact</p>
Bruxelles Environnement	<p>2021 : 1 ETP 2022 : 1 ETP 2023 : 1 ETP</p> <p>2021 : 30.000 € 2022 : 144.000 € 2023 : 144.000 €</p>	<p>Pour l'accompagnement et l'organisation des différentes sessions de formation 2021 - 2023.</p>
SPW	<p>2021 : 0,1 ETP 2022 : 0,1 ETP 2023 : 0,1 ETP</p> <p>2022 : 10.965,71 €</p> <p>2023 : 56.204,50 €</p> <p>2023 : 559.625,00 €</p>	<p>Budget 2022 pour une aide à la définition, à la rédaction et à la mise en œuvre de clauses contribuant au développement durable dans les achats de fournitures, de services et de travaux, notamment dans les marchés publics, ainsi que la coordination et la gestion du réseau des acheteurs publics responsables.</p> <p>Budget 2023 pour une aide technique et juridique à la définition, la rédaction et la mise en œuvre des clauses environnementales (y compris les clauses circulaires), des clauses sociales, des clauses économiques (raccourcis) et des clauses éthiques, ainsi que le suivi lié à ces thèmes, pour la passation des marchés de fournitures, de services et de travaux, en particulier par le biais des marchés publics.</p> <p>Budget 2023 relatif à la mise en œuvre d'un système de soutien consistant en un réseau de facilitateurs de la construction durable.</p>
ACTIRIS	<p>2021 : 2 ETP 2022 : 2 ETP 2023 : 2 ETP</p>	

Conclusion :

Compte tenu de l'importance croissante accordée aux achats socialement responsables dans les réglementations et les politiques européennes et belges, la sensibilisation, l'éducation et le soutien personnalisé des acheteurs constituent une donnée importante. Cette étude indique que plusieurs services publics ont compris ce message et le transposent dans un soutien concret par le biais d'initiatives de formation, de congrès, d'ateliers, etc. En outre, les acheteurs sont également soutenus personnellement dans la préparation des cahiers des charges.

Les résultats de cette étude montrent également que depuis 2011 la part des événements a fortement augmenté. En outre, grâce à la collecte et au traitement de données, certains services sont désormais aussi en mesure de se faire une idée des effets des politiques d'achat socialement responsable.